

#9

**S O C I A L I S M E   O U   B A R B A R I E**

**S O C I A L I S M E   O U   B A R B A R I E**

Paraît tous les deux mois



Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU  
Ph. GUILLAUME. — A. VEGA. — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU



Adresser mandats et correspondances à :

Georges PETIT, 9, rue de Savoie, Paris-VI<sup>e</sup>



**LES ANCIENNES ADRESSES  
ET LES ANCIENS COMPTES  
CHEQUES SONT SUPPRIMES**

LE NUMERO ..... 100 francs  
ABONNEMENT UN AN (six numéros) .... 500 francs

**LA GUERRE ET LA PERSPECTIVE  
REVOLUTIONNAIRE**

Nous vivons la fin d'une période historique. Cette constatation, devenue banale depuis trente ans, a repris un éclat terrifiant depuis qu'il est devenu évident que les multiples conflits qui déchirent le monde actuel le conduisent implacablement à une nouvelle guerre, embrassant toute la planète, menée avec des moyens proches d'une toute-puissance infernale, guerre à laquelle les éléments essentiels de la civilisation contemporaine ne pourraient survivre. Cette destruction, qui s'accomplit déjà sous nos yeux, d'un monde et d'une culture, n'est autre chose que la concrétisation de la perspective historique du marxisme, le moment historique où l'alternative Socialisme et Barbarie est posée en termes entiers devant l'humanité.

En fait, il y avait longtemps que le capitalisme avait cessé d'avoir un rapport quelconque avec l'image que ses apologistes en avaient dressée, si tant est qu'il en ait jamais eu un. La critique marxiste de ce régime, qui tendait soit-disant à réaliser, par la concurrence et dans la démocratie, un progrès indéfini, avait montré qu'en fait cette libre concurrence n'était que la liberté d'exploitation du travail par le capital, que la démocratie bourgeoise était le pseudonyme de l'oligarchie des exploités et que le progrès tant vanté, profitable à la seule minorité, tendait lui-même à se ralentir et à s'estomper au fur et à mesure que la société capitaliste s'éloignait de sa jeunesse. Mais plus forte que toutes les critiques, la réalité elle-même avait supprimé la concur-



rence en la remplaçant par le monopole d'abord, l'étatisation ensuite, cependant que la démocratie bourgeoise tendait à céder la place au pouvoir ouvertement totalitaire des exploiters. Le capitalisme concurrentiel était remplacé par le capitalisme des monopoles, l'impérialisme.

De même que l'apport essentiel de Marx n'a pas tellement consisté en sa critique du capitalisme, de sa nature de classe et de ses mystifications, mais en la vision profonde et la démonstration rigoureuse de ce que le capitalisme réalisait lui-même sa propre destruction, qu'il supprimait continuellement par son action même les fondements de son existence et que ce faisant il réalisait les conditions de l'apparition d'un ordre social supérieur, — de même les grands marxistes de l'époque impérialiste, Lénine en tête, ne se sont pas bornés à analyser et à critiquer la nouvelle phase du régime, mais l'ont placée dans sa juste perspective historique en la qualifiant d'époque des guerres et des révolutions, dernière étape du capitalisme.

Nous pouvons aujourd'hui, en partant de l'expérience historique qui s'est accumulée depuis trente ans, préciser beaucoup plus cette définition. Nous savons maintenant que la concentration du capital ne s'arrête pas à la monopolisation, mais tend à prendre la forme de la concentration totale de l'économie entre les mains de l'Etat ; que, concurremment à cette étatisation, un nouveau facteur social, la bureaucratie, fait son apparition et que celle-ci, soit en exterminant l'oligarchie financière, soit en fusionnant avec elle, tend à assumer les fonctions de classe dirigeante et exploiteuse ; que les guerres impérialistes ne se succèdent pas indéfiniment et ne visent pas simplement à des nouveaux partages du monde, mais qu'à travers ces guerres, dont chacune représente une étape distincte de la concentration internationale du capital et du pouvoir, la plupart des impérialismes concurrents sont éliminés jusqu'à ce que la domination mondiale d'un seul groupe d'exploiteurs soit réalisée ; enfin, que le mouvement ouvrier lui-même est déterminé dans son développement par l'évolution du régime aussi longtemps qu'il n'en brise pas définitivement les cadres, que les révolutions successives expriment des étapes différentes de l'expérience prolétarienne et que la révolution ne peut être victorieuse qu'en étant mondiale dans sa forme et universelle dans son contenu. Nous savons, en un mot, que si la victoire du prolétariat qui conduira l'humanité sur la voie du socialisme est, pour la première fois, possible maintenant, sa défaite vouerait la société à une longue période de barbarie et que cette alternative est condensée dans ce moment historique que sera la troisième et dernière guerre mondiale.

Si la révolution prolétarienne n'intervient pas pour interrompre son cours, la guerre ne pourrait se terminer que par la victoire totale de l'un des deux blocs. Il est certain dès maintenant que la « capitulation sans conditions » sera le slogan de chaque côté du front, car ce mot d'ordre correspond seul aux nécessités profondes qui auront conduit à la guerre. Le but de la guerre ne sera pas d'arracher quelques avantages à la coalition ennemie, mais de briser toutes les limites extérieures posées au pouvoir des exploiters. La guerre totale implique la nécessité de la victoire totale.

Cette victoire totale paraît aujourd'hui inimaginable ; elle serait pourtant la seule issue de la guerre en l'absence de la révolution. Elle paraît inimaginable, parce qu'on essaie de se la représenter avec ce que nous fournit notre expérience antérieure, en oubliant que la guerre, terriblement longue, engendrera des armes et des moyens nouveaux et correspondant à ses buts. La victoire totale d'un des adversaires ne sera pas dans ces conditions davantage impossible que ne l'a été la conquête de l'Europe par l'Allemagne ou la capitulation sans conditions du Japon, tout aussi inconcevables avant qu'elles ne se réalisent.

L'évolution de la société qui suivrait la fin de la guerre serait de toute évidence extrêmement différente à la fois dans son rythme et dans ses modalités, selon que la Russie ou l'Amérique eût été le vainqueur final. Dans les deux cas cependant, elle amènerait l'enlisement de l'histoire dans une longue période de barbarie, caractérisée par la stagnation de la société et l'épuisement des possibilités révolutionnaires.

Si les Etats-Unis sortaient vainqueurs du conflit, la fin de la guerre trouverait la société américaine extrêmement différente de ce qu'elle est encore aujourd'hui. Les nécessités d'une guerre mondiale, qui aura été partout et même pour les Etats-Unis une guerre civile, autrement dit le besoin de dominer et de contrôler le front intérieur autant et plus que le front extérieur, entraîneront infailliblement — sous quelque masque que ce soit — une transformation totalitaire, dont la « chasse aux sorcières » actuelle et le délire macarthurien ne donnent qu'un faible avant-goût. En même temps, les frais de la guerre seront sans comparaison avec ce qu'on a connu jusqu'ici, y compris la deuxième guerre mondiale ; témoin les dépenses militaires actuelles (1951-1952) des Etats-Unis, en période de « paix », et qui sont aussi élevées, en valeur réelle, que celles de l'année 1943, année de pleine mobilisation. Les frais de guerre des Etats-Unis seront énormes à cause de la force beaucoup plus grande de l'adversaire actuel, des tâches infiniment plus amples, de l'étendue illimitée — sauf par l'étendue

du globe — des théâtres d'opération, enfin de la durée certainement beaucoup plus longue du conflit. Ces frais, même l'économie américaine ne pourra pas les financer sur son « superflu », ni même sur son nécessaire. Il lui faudra manger sa propre substance, consommer une partie de son capital et de sa force de travail. Une main-d'œuvre entamée par la mobilisation devra produire beaucoup plus que par le passé, et cela ne pourra se faire que par une réduction extrême à la fois de la consommation civile courante et du capital fixe y relatif et par une augmentation considérable de la durée et de l'intensité du travail. Dans ces conditions, le seul moyen de maintenir la classe ouvrière dans le rythme et la discipline voulus de production sera de l'encadrer totalement par la bureaucratie syndicale qui non seulement enlaccera beaucoup plus étroitement tous les aspects de la vie du prolétariat mais verra son propre caractère transformé graduellement. De couche intermédiaire et médiatrice qui puise sa force dans la confiance que lui accorde le prolétariat, la bureaucratie se transformera en agent direct de l'Etat. Ne pouvant plus s'appuyer sur les ouvriers, elle s'appuiera sur la force de l'Etat.

Les mêmes nécessités de l'économie de la guerre totale donneront une nouvelle poussée formidable à la concentration du capital et du pouvoir économique et à sa fusion avec le pouvoir politique. Il est vraisemblable que ce processus continuera pendant longtemps aux Etats-Unis à prendre la forme indirecte de la fusion personnelle entre les dirigeants de l'économie et ceux de l'Etat, plutôt que la forme directe de l'étatisation. Mais quelle que soit la forme de cette fusion, des péripéties et de l'issue finale des luttes entre les couches financières, militaires, politiques et syndicales dominant les Etats-Unis, une chose est certaine : les Etats-Unis sortiront de la guerre comme une puissance totalitaire.

L'organisation du monde américain serait probablement différente pour les pays ex-ennemis que pour les pays « alliés », tout au moins pendant une première étape, à cause de la différence de la structure économique et sociale des pays bureaucratiques. Ceux-ci seraient nécessairement soumis à la domination américaine directe. Les troupes américaines y seraient maintenues longtemps, car il faudrait enseigner la démocratie aux Russes, aux Chinois, aux Polonais et l'apprentissage de la démocratie n'est pas affaire de quinze jours. La bureaucratie dominante dans les pays du bloc russe serait décapitée, mais son corps serait maintenu car ce n'est qu'à lui que les Américains pourraient faire appel pour maintenir la continuité de la vie économique et sociale. Le problème des Quisling ne serait pas difficile à résoudre. Plus difficile serait le problème de l'organisation de l'économie, mais quelle que fut la solution qu'il recevrait — du maintien de la nationalisation

jusqu'à la « décartellisation » et la transformation des entreprises en sociétés par actions, mais de toute façon sans préjudice aux intérêts des trusts yankees — rien d'essentiel ne serait changé aux rapports de production ni aux conditions réelles de vie et de travail de l'ouvrier et du paysan russe ou chinois.

Dans les pays alliés, si ce n'était l'occupation militaire, ce serait la destruction économique qui les soumettrait définitivement au pouvoir des exploiters américains. L'histoire du plan Marshall pourrait être rééditée, mais cette fois-ci on n'aurait plus à lutter sur le front intérieur ni à sauver les apparences. L'aide que le capital américain pourrait accorder à ses associés serait l'instrument cynique et brutal de leur asservissement définitif.

Mais, qu'ils aient été ennemis ou alliés, il faudrait que les autres pays transforment leur économie en économie complémentaire de celle des Etats-Unis. Ceux-ci auront toujours besoin de matières premières et, aussi longtemps que leur économie gardera une forme marchande, il leur faudra également des débouchés pour écouler leur surproduit. Les autres pays étant désormais totalement incapables de résister au capital américain, leur production devrait s'intégrer à la production américaine ou disparaître.

Dans ces conditions, on assisterait à la disparition graduelle de tout moteur d'expansion de l'économie, de tout facteur de progrès historique en général. Il se pourrait que pendant une première phase l'ouverture de nouveaux champs d'exploitation au capital américain amène un développement de la production. Mais à la longue, la domination du capital américain à l'échelle mondiale supprimerait les dernières traces de concurrence et de lutte et avec celles-ci disparaîtraient les raisons d'investir et d'étendre la production. La lutte entre groupements dominant les divers secteurs de l'économie se ferait de plus en plus par des moyens extra-économiques. Mais, ce qui serait de beaucoup le plus important, la crise de la productivité du travail, l'impossibilité de passer à des phases supérieures de développement de la production sans une élévation qualitative correspondante du travail humain limiterait de plus en plus les possibilités d'expansion de l'économie. Enfin dans un tel cadre historique le progrès technique lui-même, l'esprit d'invention qui certes n'est pas un facteur autonome mais doit recevoir une impulsion continue de la part du milieu économique et culturel ralentirait sa course pour s'écrouler définitivement le jour où l'esprit de Ford aurait pris la place de l'esprit de Faust.

Dans le cas d'une victoire mondiale de la bureaucratie russe la transformation de la société serait sans doute beaucoup plus

rapide. L'expérience des pays de l'Est européen entre 1945 et 1948 offre une riche variété de modèles pour les processus de transformation qui se dérouleraient alors et qui n'en différeraient que par la vitesse et la brutalité. En modelant à son image les pays qu'elle dominerait la bureaucratie n'aurait plus besoin de sauver les apparences comme elle a dû le faire après la deuxième guerre mondiale. Comme il n'y aurait plus besoin de prétextes vis-à-vis d'un monde extérieur inexistant, l'utilité de gouvernements de pseudo-coalition serait nulle; se sentant absolument sûre de son pouvoir, la bureaucratie userait beaucoup moins de discours et de dialectique à l'adresse des populations locales. Les détachements de troupes russes seraient la véritable base du pouvoir jusqu'à ce qu'une bureaucratie locale fût suffisamment consolidée pour encadrer la société de chaque pays. L'expérience de l'Allemagne orientale à l'un bout, de l'Albanie à l'autre montrent comment, dans un pays extrêmement industrialisé ou dans un pays primitif, un noyau bureaucratique installé par la force au pouvoir induit et évoque la prolifération des couches bureaucratiques que la société moderne contient en germe dans son corps. En leur confiant la gestion de l'appareil de production, de l'état et de la vie sociale en général, en leur assurant un niveau de vie plusieurs fois supérieur à celui des masses, en les terrorisant et en les flattant, le noyau stalinien installé au pouvoir attire à lui et se lie la grande majorité des cadres déjà existants et en même temps il en forme d'autres qui lui sont encore plus dévoués.

Mais, de même que dans le cas d'une victoire américaine ceux qui subsisteraient parmi les capitalistes des pays secondaires ne seraient que les commis des Etats-Unis, de même dans le cas d'une victoire russe, les bureaucraties nationales ne seraient que les agents d'exécution des bureaucrates russes. Comme l'indiquent avec une évidence suffisante les rapports économiques actuels entre la Russie et ses satellites, les bénéfices de l'exploitation de tous les pays reviendraient pour la plus grande part aux secrétaires de toutes les Russies, les potentats locaux étant réduits à la portion congrue. Que des réactions plus ou moins titistes de la part de ces derniers seraient à attendre il n'y a pas grand doute. Pas de doute non plus que, forte de son expérience yougoslave, la bureaucratie russe installerait en permanence ses troupes libératrices dans tous les points importants du globe. Ceci ne supprimerait certes par les frictions et les luttes sourdes — ou même ouvertes — entre les diverses fractions nationales de la bureaucratie, mais leur enlèverait certainement tout caractère dynamique et explosif; l'intrigue et la conspiration deviendraient la forme principale sous laquelle se manifesteraient les oppositions internes de la caste bureaucratique. Car aussi bien dans ces cas que dans

celui de la domination américaine l'énorme disproportion entre le pays dominant et les challengers éventuels prescrirait d'avance l'issue fatale des conflits.

L'organisation économique du monde russe suivrait les lignes bureaucratiques connues: étatisation de l'industrie, collectivisation de l'agriculture, planification de l'exploitation, coordination autoritaire des plans nationaux par la bureaucratie russe pour rendre les économies des pays secondaires complémentaires de sa propre économie. Ici aussi le développement économique se poursuivrait pendant un certain temps déterminé par le besoin de la bureaucratie de faire rentrer dans un cadre relativement industrialisé et collectivisé l'activité productrice de la population afin de pouvoir la dominer. Ainsi par exemple, la paysannerie ne saurait être intégrée dans le nouveau régime que par la collectivisation, c'est-à-dire la bureaucratization de l'entreprise agricole, et celle-ci présuppose un certain degré d'industrialisation de l'agriculture, donc aussi de développement de l'industrie. Mais lorsque ce facteur, dont il ne faut d'ailleurs pas exagérer l'importance, aurait épuisé son effet, le seul moteur de développement de la production qui pourrait subsister, ce serait l'augmentation de la consommation improductive de la bureaucratie elle-même, facteur qui ne peut avoir qu'une influence secondaire. Dans ce cas aussi la crise de la productivité du travail et l'évanouissement de l'esprit d'invention — évanouissement beaucoup plus rapide à cause du caractère beaucoup plus achevé de l'obscurantisme russe — conduiraient l'économie à la stagnation.

Dans les deux cas, l'aspect le plus important de la transformation sociale serait la transformation profonde des caractéristiques du prolétariat, en tant que classe, qui s'en suivrait nécessairement à plus ou moins bref délai. Si la société suivait la voie dont nous avons essayé d'esquisser les traits essentiels, le prolétariat perdrait au bout d'un certain temps ce qui fait de lui une classe révolutionnaire. Inversement, le prolétariat cessant d'être une classe révolutionnaire, nous pourrions dire que le capitalisme en tant que forme de société aurait cessé d'exister, puisque la seule définition historiquement importante de la société capitaliste est qu'elle contient et développe la possibilité d'une révolution prolétarienne.

En effet, ce développement, s'il se réalisait, amènerait tout d'abord la destruction de ce qui, dans le prolétariat, forma la base matérielle de sa capacité révolutionnaire: la croissance numérique et le développement technologique et culturel. Même pendant sa phase décadente le régime d'exploitation a continué à développer les formes productives. Cela signifiait en même temps

que les nouvelles techniques de production devaient, sous peine d'inutilité quasi-totale, être assimilées par le prolétariat ; et cette assimilation présupposait en même temps qu'elle amenait un développement culturel général. Mais, la limitation de la production et la stagnation des techniques qui suivraient infailliblement la domination mondiale d'un seul groupe d'exploiteurs signifieraient à la fois une diminution numérique et une régression technologique et culturelle du prolétariat.

En même temps on assisterait à un double cloisonnement, horizontal et vertical, de la classe ouvrière. Toute espèce de mobilité « libre » de la main d'œuvre disparaissant, les travailleurs ne pouvant se déplacer que sur l'ordre et sous le contrôle de l'Etat, leur horizon tendrait à se réduire jusqu'à se limiter à la localité où ils seraient attachés. D'autre part, la structure de la société bureaucratique amènerait une stratification extrêmement poussée au sein même des producteurs, avec des privilèges relatifs pour les catégories intermédiaires, qui affaiblirait énormément l'unité de la classe. Cette stratification prendrait aussi d'ailleurs un aspect géographique, car nul doute que la classe dominante tendrait à la fois à s'assurer de sa solidité « chez elle » et à se créer un réservoir de prétoires en concédant quelques avantages à « ses » ouvriers nationaux ou à certaines catégories de ceux-ci.

Le désarmement complet de la société, les policiers de la classe dominante exceptés, le développement à l'infini des méthodes de détection et de répression policières et de la terreur, autrement dit le monopole absolu et permanent de la violence, non interrompu désormais par des périodes d'armement général de la population offrant à celle-ci la possibilité de tourner ses armes contre les exploiters, empêcheraient toute lutte ouverte longtemps avant que le prolétariat ne subisse une transformation profonde. Ceci d'autant plus que dans ces conditions toute organisation autonome de l'avant-garde ouvrière deviendrait impossible.

Que même dans ces conditions la lutte quotidienne, multiforme, incessante et âpre entre exploiters et exploités continuerait, nul doute. Mais cette lutte ne pourrait plus être menée ni collectivement, ni ouvertement ; elle ne pourrait plus se donner des buts universels, et elle serait toujours défaite sur le plan des moyens. Elle serait simplement la lutte pour la conservation d'une classe exploitée, non pas une lutte révolutionnaire pour la transformation de la société.

La plupart des transformations que la domination mondiale d'un seul Etat apporterait aux structures sociales auront lieu déjà pendant la guerre et du fait de la guerre. Pour s'en convaincre,

il suffit de voir la rapidité et la profondeur des modifications que la simple échéance de la guerre impose à la société actuelle.

Mais ce qui est essentiel, et ce que tous ceux qui ont déjà renié la révolution ne veulent pas voir, c'est que l'ensemble de ce développement présente un caractère double et contradictoire qu'il est un développement à la fois des possibilités révolutionnaires et des possibilités de la barbarie aussi longtemps que le processus n'est pas arrivé à sa fin, aussi longtemps que le pouvoir mondial d'un seul groupe d'exploiteurs ne s'est pas établi et stabilisé.

Déjà l'échéance de la guerre accélère une évolution dont la guerre fera une situation achevée : l'unification des Etats, et la suppression des frontières nationales. La troisième guerre mondiale, à l'opposé des deux précédentes, ne sera plus une guerre de coalitions, ce sera la guerre de deux Etats tout puissants dont chacun entraînera avec lui une masse de satellites et de régions exploitées. Cela n'engendrera pas seulement le commandement unique des forces armées, mais, dans les conditions de la guerre totale, l'unification de la direction économique, politique et idéologique dans chaque zone. Autrement dit, la guerre amènera la coordination centrale de l'ensemble de la production dans chacun des deux blocs, la suppression de ce qui peut rester d'autonomie aux états nationaux et la transformation de ceux-ci en agences d'exécution et de publicité de la Russie et des Etats-Unis, l'unification et uniformisation des régimes politiques — là où elle n'est pas encore faite — et de l'idéologie officielle.

Cette intégration prendra certainement une forme beaucoup plus directe dans le cas des pays occupés par la Russie que dans l'univers occidental. L'extension de la domination de Moscou sur les pays d'Europe continentale et du proche Orient qu'amènera vraisemblablement la première phase de la guerre entraînera l'extermination de ce qui resterait comme bourgeoisie dans ces pays, l'accession des partis staliniens au pouvoir — sous le couvert éventuel de coalitions « nationales » —, l'étatisation de l'industrie — facilitée par la fuite ou la disparition des capitalistes et de la plupart de leurs agents, le contrôle de la paysannerie par l'état.

L'évolution des pays du camp américain sera vraisemblablement moins uniforme. Mais les limitations de la « démocratie » capitaliste devront de toute façon assurer la continuité de la production et la cohésion politique et idéologique face à l'ennemi — donc l'interdiction des grèves et de toute opposition à la guerre. Les mécanismes qui seront utilisés pour l'intégration de la production auront, sous les différences de forme, le même contenu que ceux utilisés par la bureaucratie russe, à savoir d'assurer la

soumission totale du travail vivant aux besoins de l'appareil productif.

Dans les deux camps, les besoins de l'économie de guerre combinés à la mobilisation créeront une nouvelle vague d'entrée de la population dans les usines, encore plus importante que celle des deux guerres précédentes. Femmes et enfants, paysans, petits bourgeois et étudiants, poussés par la contrainte ou obligés par la misère s'engouffreront encore une fois dans la gueule du Moloch industriel. Un vaste brassage des nationalités et des races, des âges et des sexes, des professions et des catégories sociales sera la contre-partie de l'unification des cadres sociaux.

Les conditions de vie et de travail des masses subiront une chute verticale. Il faudra, dans les deux camps, consacrer à la production de guerre une partie énorme de la production courante. Les destructions de guerre seront négligées si elles n'affectent que les conditions de vie de la population, mais elles devront être surmontées par un effort de production supplémentaire si elles affectent le potentiel militaire.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur la démythification radicale que la guerre apportera aussi bien sur le compte du « socialisme » de la bureaucratie que de la « démocratie » américaine. L'atrocité de la situation réelle donnera une résonance lugubre à la démagogie des exploités, et les illusions quant à l'avenir — « lorsque la guerre sera finie... » — s'évanouiront au fur et à mesure que les destructions s'accumuleront et la guerre s'éternisera.

Que dans ces conditions la lutte des exploités prendra une intensité croissante, on ne peut guère en douter. La question est seulement de savoir si cette lutte restera sourde et souterraine, se manifestant dans la haine du régime, la non adhésion à sa volonté, la non collaboration dans la production — ou si elle pourra se développer, avec quel rythme et sous quelles formes.

L'unification des conditions d'existence en même temps que leur détérioration extrême, le brassage des populations, l'entrée en masse de nouvelles couches de la société dans l'industrie, la prise de conscience de l'exploitation sous toutes ses formes, la dislocation des cadres traditionnels, l'armement des masses existant au moins potentiellement, à l'échelle universelle, — l'ensemble de ces facteurs réunis mondialement pendant toute une période, cela signifie que les possibilités révolutionnaires atteindront leur apogée au cours de cette guerre. Jamais la société capitaliste n'aura créé des conditions plus favorables à la révolution prolétarienne, et jamais elle ne les créera à nouveau. De ce point de vue, et quelle que soit son issue, la guerre sera un tournant de l'histoire de l'humanité, qui en sera déterminée pour des siècles.

Le facteur qui déterminera fondamentalement la solution sera le niveau et le contenu de la conscience de classe du prolétariat. Si la classe ouvrière, dans sa grande majorité et dans les régions déterminantes, ne parvient pas au degré de conscience nécessaire, si elle n'arrive pas à définir pour elle-même les objectifs de son action et les moyens pour y parvenir, la guerre ne pourrait donner naissance qu'à des révoltes sporadiques ou tout au plus à une révolution éphémère, à laquelle succéderait, à travers une restauration ou une dégénérescence, à nouveau une société d'exploitation.

C'est dans la situation actuelle du prolétariat, dans sa mentalité et son attitude d'aujourd'hui que l'on doit chercher les signes de cette maturation croissante qui seule pourra la conduire à la victoire finale. Il est utile, dans ce but, de se rappeler l'évolution de la conscience ouvrière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

A cette dernière date, la grande majorité des ouvriers, dans la plupart des pays importants, adhéraient aux formations « ouvrières » bureaucratiques — stalinisme ou réformisme en Europe, syndicalisme *sui generis* aux Etats-Unis. Et il est clair que l'adhésion massive des ouvriers à ces organisations ou le soutien accordé à celles-ci avaient alors un contenu réel, en ce sens que les ouvriers exprimaient de cette manière une volonté de transformation sociale ; c'est ce qu'on a appelé les « illusions révolutionnaires » quant à la nature des bureaucraties ouvrières. Il est cependant nécessaire de préciser et de limiter la portée de ce terme : les ouvriers ne croyaient pas, dans leur majorité, que ces organisations réaliseraient une révolution socialiste, au sens que nous ou d'autres militants marxistes pouvons donner à ce terme — mais qu'elles imposeraient au capitalisme, par leurs propres méthodes, une transformation profonde. A cette transformation (qui pour nous constitue pratiquement la transformation bureaucratique du capitalisme), les ouvriers accordaient un caractère progressif, de même qu'ils accordaient une confiance illimitée pour la réaliser aux partis bureaucratiques, cette position subordonnée par rapport aux organisations étant d'ailleurs un des traits les plus caractéristiques de cette étape de la conscience ouvrière. C'est cette situation qu'exprimait, en 1945 et 1948 la domination incontestée des organisations bureaucratiques sur le prolétariat.

Pour l'observateur superficiel, il n'y a eu depuis que des changements mineurs. Le nombre de voix que recueillent ces partis aux élections n'a varié dans les pays importants que d'une manière limitée. Sur le plan syndical, le nombre des syndiqués a en géné-

ral beaucoup diminué, mais la solidité de l'emprise de l'appareil syndical ne semble pas dans l'ensemble grandement atteinte.

Sous cette constante apparence, cependant, l'analyse montre que des changements profonds ont eu lieu. On peut les résumer en disant que le mode d'adhésion ou de soutien accordé par les ouvriers aux organisations bureaucratiques s'est complètement transformé. Depuis 1948, en effet, dans la plupart des pays, les ouvriers ont commencé à soumettre à une critique profonde non plus seulement le régime actuel mais aussi les organisations « ouvrières ». Cette critique a découlé d'abord de l'expérience de la politique de ces organisations dans le domaine intérieur entre 1945 et 1947, et est devenue plus aiguë et plus profonde depuis 1948 ; dès ce moment il était clair que ces organisations s'intégraient chacune à un des deux blocs en lutte pour la domination du monde. L'interaction entre ces deux aspects du problème a considérablement aidé à sa clarification : l'opposition entre les intérêts ouvriers et les organisations bureaucratiques sur le plan national devenait d'autant plus manifeste que l'adhésion de ces organisations aux blocs impérialistes sur le plan international devenait plus explicite, et réciproquement.

Dès lors, par un processus moléculaire que nous ne pouvons saisir dans toute son ampleur qu'après coup, le caractère du soutien accordé par les ouvriers aux organisations bureaucratiques s'est transformé. Tout en ayant de moins en moins d'illusions quant à la véritable nature du réformisme ou du stalinisme, les ouvriers ont continué à y adhérer, à voter pour ceux-ci au cours des élections politiques ou syndicales, ou à suivre leurs directives dans des mouvements de grève, dans un esprit différent : en ayant essentiellement en vue la défense des conditions concrètes de vie et de travail, défense qui pour le moment semble ne pas pouvoir se faire en dehors du cadre de ces organisations.

Il n'y a plus, aux yeux de la plupart des ouvriers qui continuent « à suivre » le stalinisme, par exemple, de liaison positive entre la tactique et la stratégie de ce parti. Autrement dit, ils se doutent que le but final du stalinisme soit l'établissement d'une société bureaucratique, que cela doive se faire à la faveur d'une victoire mondiale de la Russie, que dans son action quotidienne le P. C. soit guidé par ce critère. Et, pour autant que ces aspects de la politique du P. C. sont en jeu, ils ne le soutiennent nullement. La preuve en est donnée par l'échec de manifestations politiques du P. C. ayant un but ou un caractère « général » (paix, etc...). Mais d'un autre côté, la plupart des ouvriers croient ou savent que sans une organisation quelconque ils seraient dans une position infiniment plus difficile face aux exploiters, dans la

plupart des problèmes quotidiens (conditions de travail, revendications de salaire) ; ils savent aussi, ou ils sentent, que tout au moins pendant une certaine période, le P. C. sera obligé de faire quelques concessions à sa base, et que sa lutte contre la bourgeoisie nationale peut en faire pour eux un allié intermittent. Autrement dit, l'efficacité même toute relative (« mieux que rien ») et limitée, des organisations traditionnelles, d'un côté ; le fait, aussi, que pour le moment seuls se posent des problèmes contingents, et que sur ce terrain le divorce terrible entre les ouvriers et les bureaucrates peut être encore masqué, expliquent la continuité du soutien apporté par le prolétariat à la bureaucratie, en même temps qu'ils en limitent la portée, à la fois quant au fond et quant à la durée.

Car la guerre — et même sa simple proximité croissante — fera éclater ces deux bases. L'« efficacité » revendicative des bureaucraties se transformera alors en son contraire. Le réformisme, dans les pays occidentaux, le stalinisme dans les autres, se dévoileront complètement comme instruments d'intégration de la classe ouvrière au capital et à l'état. L'appareil bureaucratique, qui aujourd'hui garde encore en partie un rôle de transmission des pressions de la masse sur la classe dirigeante, renversera complètement le sens de son fonctionnement. Les partis et les syndicats stalinien dans les pays dominés par la Russie deviendront la personnification même des exploiters ; les partis et les syndicats réformistes, dans le monde occidental, auront comme rôle essentiel de persuader les ouvriers du caractère « juste » de la guerre et de les faire travailler davantage sans revendiquer.

D'un autre côté, la base objective même de la symbiose entre prolétariat et bureaucratie disparaîtra ; aujourd'hui, des ouvriers « soutiennent » le P. C. — c'est-à-dire acceptent ses succursales syndicales comme cadre organisationnel de leur action — parce que les seuls problèmes qui se posent en termes d'action ont un caractère limité et immédiat. Mais il n'en sera plus de même lorsque des problèmes plus amples se poseront.

La guerre elle-même apportera donc une démustification complète quant aux organisations bureaucratiques, leurs buts et leurs moyens. Ainsi sera levée la plus grande hypothèque qui pèse actuellement sur le monde ouvrier.

La classe sera alors obligée de poser et de résoudre à la fois le problème de son programme et celui de ses formes d'organisation. Et la conclusion nécessaire et évidente de toute l'expérience précédente sera celle-ci, que la classe ne peut se libérer qu'en réalisant son propre pouvoir, et que c'est là à la fois le but de son action et la forme de celle-ci. Après avoir compris qu'il n'y a pas d'aménagement possible du système d'exploitation, puis

que toute délégation de son pouvoir à un parti se retourne fatalement contre elle-même, elle comprendra que son seul objectif possible est la gestion directe et totale de la société. Et cet objectif n'entraîne pas une forme d'organisation nécessaire pour sa réalisation mais coïncide directement avec cette forme d'organisation. Car au fond, le socialisme sous tous ses aspects, ne signifie pas autre chose que gestion ouvrière de la société, gestion par la classe ouvrière en tant que classe, donc en même temps formation des véritables organes par lesquels la classe exercera son pouvoir.

## LA LUTTE DES CLASSES EN ESPAGNE (1)

Centre et maître du « monde occidental », l'Amérique poursuit un double objectif : la consolidation du système capitaliste et sa propre domination à l'échelle mondiale.

Dictée par ces exigences, sa politique est à la fois dirigée contre le prolétariat et contre son rival impérialiste : la Russie stalinienne.

On retrouve ces deux aspects dans les dernières décisions prises au sujet de l'Espagne. Consolidation du système stratégique occidental en vue de la prochaine guerre, mais consolidation aussi du capitalisme espagnol sous sa forme franquiste.

Que les prolétaires et les paysans affamés, que les grévistes du printemps dernier sachent à quoi s'en tenir. Force de travail incroyablement exploitée aujourd'hui, ils seront demain ce « réservoir d'hommes » dont parle M. Griffis, ambassadeur U.S.A. à Madrid.

La fameuse « question espagnole », le « scandale Franco » des années 1945-46 est définitivement enterré ; l'intégration de l'Espagne dans le complexe économique-militaire occidental est en train de s'accomplir pour le plus grand bien des « Démocraties » occidentales, antifascistes hier, antitotalitaires aujourd'hui. Le totalitaire Franco, comme le totalitaire Tito, comme les totalitaires régimes de Grèce, Turquie, Moyen-Orient, Extrême-Orient, Amérique Latine, rejoignent la... totalitaire « Démocratie » américaine dans sa lutte antitotalitaire contre les totalitaires d'en face : la « Démocratie » russe et les « Démocraties populaires. La mystification de la propagande officielle atteint son comble et devient par la même dangereuse pour ceux-là même qui l'utilisent. Car un fait peut maintenant être définitivement acquis par les travailleurs espagnols, c'est que l'antifran-

(1) Cet article a été écrit en juillet dernier, après les événements d'Espagne. Son analyse reste cependant valable, car elle concerne principalement les aspects généraux du problème espagnol. (N.D.L.R.)